25 JUIL 1962

ADV. — 1 — L. 7992/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 19 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux congés de maladie du personnel enseignant des établissements d'enseignement maritime", a donné le 27 juin 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e juni 1962 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de ziekteverloven van het onderwijzend personeel der Rijksinrichtingen voor zeevaartonderwijs", heeft de 27e juni 1962 het volgend advies gegeven :

A l'intitulé, pour que le texte français corresponde exactement au texte néerlandais et à l'objet du projet tel qu'il est défini à l'article 1er, il convient d'ajouter les mots "de l'Etat".

\+

\+ +

Pour reproduire exactement l'intitulé figurant à l'arrêté royal du 20 septembre 1960, le premier alinéa du préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi sur l'enseignement maritime, coordonnée le 20 septembre 1960, notamment l'article 17;".

L'article 38 ne doit pas être cité au préambule puisqu'il n'est pas le fondement légal du projet. Il en définit le champ d'application.

\+

\+ +

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet reproduit presque textuellement, à l'exception des dispositions relatives aux congés de maternité qui ne sont pas reproduites parce qu'elles seraient sans objet, l'enseignement maritime ne comptant pas de personnel féminin, l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif aux congés de maladie et de maternité des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1961.

\+

\+ + .../...

Le règlement relatif aux congés de maladie est établi avant que n'ait été établi un statut complet du personnel de l'enseignement maritime de l'Etat. Il en résulte que le projet fait allusion à des situations administratives qui ne sont définies par aucun texte. A défaut d'un statut complet, il est impossible de connaître la différence qui existe entre les diverses catégories d'agents que l'article 1er distingue. Cet article ne pourra donc être appliqué que si les actes de nomination des membres du personnel ont indiqué pour chacun d'eux une des catégories énoncées à l'article 1er et si cet article se réfère ainsi à une situation de fait existant.

L'article 4 reproduit l'article 4 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959.

Les mots "administration du Congo belge" et "exploitant au Congo belge" sont toutefois remplacés par les mots "administration de l'ex-Congo belge" et "exploitant à l'ex-Congo belge".

Le délégué du Ministre déclare que l'intention du Gouvernement est de prendre en considération les services accomplis au Congo belge et dans les territoires sous tutelle et les services accomplis dans ces territoires après leur accession à l'indépendance.

Un projet de loi accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Ruanda-Urundi, voté par la Chambre des Représentants et transmis au Sénat, prévoit une hypothèse semblable

.../...

et remplace à l'article 228, § 2, de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, les mots "dans la colonie, dans les territoires sous tutelle" par les mots "au Congo belge, au Ruanda-Urundi, dans l'Etat du Congo" (Sénat, session 1961-1962, Doc. n° 253).

Il s'indique d'adopter la même terminologie dans le présent projet.

L'article 5 reproduit presque textuellement l'article 5 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959.

S'il est en principe déconseillé de légiférer par référence, notamment lorsque lès situations auxquelles s'appliquent deux arrêtés sont différentes et que l'arrêté qui se réfère à un texte déjà en vigueur doit contenir de nombreuses réserves et de nombreuses dérogations, en l'espèce, cependant, en recopiant (presque) textuellement les dispositions relatives aux congés de maladie contenues dans l'arrêté royal du 30 décembre 1959, le Gouvernement indique clairement son intention de soumettre, en ce qui concerne ces congés, le personnel de l'enseignement maritime au même régime que le personnel des autres branches de l'enseignement de l'Etat.

Dans cette matière des congés de maladie, il n'existe aucun problème particulier à l'enseignement maritime qui nécessiterait une réglementation particulière différant de celle appliquée aux autres branches de l'enseignement. La seule différence qui existe entre les articles 2 à 5 du projet et les articles correspondant

.../...

de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 est justifiée non pas par une situation particulière à l'enseignement maritime, mais par un événement postérieur à la rédaction de cet arrêté : l'accession du Congo à l'indépendance. Il paraît donc recommandé de réglementer par référence, pour éviter de recopier des textes qui sont déjà publiés.

Le texte proposé ci-après répond à cette suggestion.

L'arrêté annoncé par l'article 6 devrait être pris sans retard. En effet, le projet donnerait lieu à des difficultés si l'article 6 était appliqué à certains membres du personnel avant que le régime de la mise en disponibilité soit réglementé. Dans cette hypothèse, les membres du personnel se trouveraient placés dans une position administrative qu'aucun texte ne définit et qui n'est pas suffisamment généralisée pour que l'on puisse dire que ses effets sont déterminés par les principes généraux du droit ou par les traditions administratives.

Suivant les renseignements donnés par le délégué du Ministre, la mise en disponibilité devra être prononcée; il en résulte qu'à l'expiration des délais, l'agent ne passera pas de plein droit d'une situation administrative à l'autre.

Le texte proposé tient compte de cette observation.

.../...

Article 8.

La rétroactivité ne peut être admise que si elle tend à régulariser le paiement du traitement qui aurait été fait à des membres du personnel absents pour cause de maladie. Elle ne peut être admise si l'application rétroactive du projet devait aboutir à réduire les avantages d'ordre statutaire ou pécuniaire qui ont été accordés, au cours de la période couverte par la rétroactivité, aux membres du personnel auxquels le projet s'applique.

TEXTE PROPOSE.

ARRETE ROYAL RELATIF AUX CONGES DE MALADIE DU PERSONNEL ENSEIGNANT DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MARITIME DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi sur l'enseignement maritime, coordonnée le 20 septembre 1960, notamment l'article 17;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le régime des congés de maladie établi par les articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959, relatif aux congés de maladie et de maternité des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, est applicable aux membres du personnel enseignant et aux membres du personnel enseignant auxiliaire des établissements d'enseignement maritime de l'Etat qui sont nommés à titre définitif, en stage, à titre temporaire ou à terme, ou qui sont intérimaires exerçant leurs fonctions à titre permanent.

Article 2.-

Pour l'application aux membres du personnel de l'enseignement maritime de l'article 4 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959, les services rendus à l'administration ou dans des organismes exploitant des services d'utilité publique du Congo, du Ruanda ou de l'Urundi après l'accession de ces territoires à l'indépendance, sont pris en considération aux mêmes conditions que les services rendus à l'administration ou dans des organismes exploitant des services d'utilité publique du Congo belge ou des territoires sous tutelle.

Article 3.-

La mise en disponibilité est prononcée d'office à l'expiration des délais de congé fixés par l'article 3 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959. Ce régime de disponibilité sera réglé par arrêté royal.

.../...

Article 4.-

Un intérimaire peut être désigné dans les établissements d'enseignement maritime de l'Etat lorsqu'un membre du personnel est absent pendant au moins dix jours.

Article 5.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1960.

Article 6.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Opdat de Franse tekst van het opschrift volkomen in overeenstemming zij met de Nederlandse en met het doel van het ontwerp zoals het in artikel 1 is omschreven, dient hij te worden aangevuld met de woorden "de l'Etat".

\+

\+ +

Om het opschrift uit het koninklijk besluit van 20 september 1960 juist over te nemen, moet het eerste lid van de aanhef worden gelezen als volgt :

"Gelet op de wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd op 20 september 1960, inzonderheid op artikel 17;".

Naar artikel 38 moet in de aanhef niet worden verwezen. Het is geen rechtsgrond voor het ontwerp, maar bepaalt zijn werkingssfeer.

\+

\+ +

ALGEMENE OPMERKING.

Met uitzondering van de bepalingen betreffende het bevallingsverlof, die als ondienstig ter zijde zijn gelaten aangezien geen vrouwen in het zeevaartonderwijs staan, neemt het ontwerp het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de ziekte- en bevallingsverloven der leden van het personeel uit het Rijksonderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1961, nagenoeg woordelijk over.

\+

\+ +

.../...

De regeling inzake ziekteverlof wordt ingevoerd eer een volledig statuut van het personeel van het Rijkszeevaartonderwijs is vastgesteld, zodat het ontwerp verwijst naar administratieve toestanden die in geen enkele tekst zijn vastgelegd. Bij gemis van een volledig statuut kan geen verschil worden gezien tussen al de categorieën van personeelsleden welke artikel 1 onderscheidt. Dat artikel zal dus alleen kunnen worden toegepast voor zover de benoemingsakten van de personeelsleden voor ieder van hen een der in artikel 1 vermelde categorieën opgeven en indien dat artikel aldus naar een bestaande feitelijke toestand verwijst.

Artikel 4 neemt het gelijknamig artikel uit het koninklijk besluit van 30 december 1959 over.

De woorden "administratie van Belgisch-Congo" en "in Belgisch-Congo exploiteren" zijn echter vervangen door "administratie van ex-Belgisch-Congo" en "in ex-Belgisch-Congo exploiteren".

De gemachtigde ambtenaar verklaart, dat de Regering bedoelt rekening te houden met de diensten verricht in Belgisch-Congo en in de onder voogdij geplaatste gebieden en met de diensten daar verricht nadat Congo en die gebieden onafhankelijk zijn geworden.

Een ontwerp van wet waarbij sommige waarborgen worden verleend aan de Belgische ambtenaren, magistraten en militairen die gemachtigd zijn in Congo en in Ruanda-Urundi openbare ambten te aanvaarden, dat in

.../...

de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd en naar de Senaat overgezonden is, voorziet in een soortgelijk geval en vervangt in artikel 228, § 2, van de wet van 18 juni 1969 op de rechterlijke inrichting de woorden "in de kolonie, in de onder voogdij geplaatste gebieden" door "in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi, in de Staat Congo" (Senaat, zitting 1961-1962, gedr.st. nr 253).

Dezelfde terminologie dient in het onderhavige ontwerp te worden gebruikt.

Artikel 5 herhaalt nagenoeg woordelijk artikel 5 van het koninklijk besluit van 30 december 1959.

In beginsel ontraadt de wetgevingstechniek, met verwijzingen te werken, met name wanneer twee besluiten op verschillende toestanden betrekking hebben, en het besluit dat naar een reeds geldende tekst verwijst allerlei voorbehoud en talrijke afwijkingen moet bevatten. In het onderhavige geval echter geeft de Regering, door de bepalingen betreffende de ziekteverloven (nagenoeg) woordelijk over te nemen uit het koninklijk besluit van 30 december 1959, duidelijk haar bedoeling te kennen om, wat deze verloven betreft, het personeel van het zeevaartonderwijs onder dezelfde regeling te stellen als het personeel van de overige takken van het Rijksonderwijs.

Inzake ziekteverlof is er voor het zeevaartonderwijs geen bijzonder probleem dat een eigen, andere regeling dan in de overige onderwijstakken zou behoeven. Het enige verschil tussen de artikelen 2 tot 5 van het

.../...

ontwerp en de overeenkomstige artikelen van het koninklijk besluit van 30 december 1959 is verantwoord, niet door een aan het zeevaartonderwijs eigen toestand, maar door een gebeurtenis van na dat besluit, namelijk het onafhankelijk worden van Congo. Het lijkt dan ook verkieslijk met verwijzingen te werken, liever dan reeds bekendgemaakte teksten over te schrijven.

In de verder voorgestelde tekst is hiermede rekening gehouden.

Het in artikel 6 aangekondigde besluit dient onverwijld te worden vastgesteld. Het ontwerp zou immers tot moeilijkheden aanleiding geven indien artikel 6 op sommige leden van het personeel werd toegepast vooraleer de terbeschikkingstelling is geregeld. In dat geval zouden personeelsleden zich in een administratieve toestand bevinden die in geen enkele tekst is bepaald en niet voldoende veralgemeend is opdat kan worden gezegd, dat de uitwerking ervan door de algemene rechtsbeginselen of de administratieve tradities wordt beheerst.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zal de terbeschikkingstelling moeten worden uitgesproken. Hieruit volgt, dat het personeelslid bij het verstrijken van de termijnen niet van rechtswege van de ene administratieve toestand in de andere overgaat.

.../...

De voorgestelde tekst houdt met deze opmerking rekening.

Artikel 8.

Terugwerking is alleen aanvaardbaar indien zij strekt tot regularisatie van wedden, die aan wegens ziekte afwezige personeelsleden mochten zijn uitgekeerd ; zij is het niet indien zij vermindering tot gevolg heeft van statutaire of geldelijke voordelen die aan de personeelsleden op wie het ontwerp toepassing vindt, in de periode van terugwerking mochten zijn verleend.

VOORGESTELDE TEKST.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE ZIEKTEVERLOVEN VAN HET ONDERWIJZEND PERSONEEL DER RIJKSINRICHTINGEN VOOR ZEEVAARTONDERWIJS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijm en hierna wezen zullen, ONZE GROET !

Gelet op de wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd op 20 september 1960, inzonderheid op artikel 17 ;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerwezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De ziekteverlofregeling vastgesteld in de artikelen 2 tot 5 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de ziekte- en bevallingsverloven der leden van het personeel uit het Rijksonderwijs is van toepassing op de leden van het onderwijzend personeel en op de leden van het onderwijzend hulppersoneel der Rijksinrichtingen voor zeevaartonderwijs, die vast, op de proef, tijdelijk of op termijn benoemd zijn, of hun ambt als interimair in vast verband uitoefenen.

Artikel 2.-

Voor de toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 op de leden van het personeel uit het zeevaartonderwijs worden de diensten bewezen in het bestuur of in instellingen welke diensten van openbaar nut in Congo, in Ruanda of in Urundi exploiteren, nadat die gebieden onafhankelijk zijn geworden, in aanmerking genomen onder dezelfde voorwaarden als de diensten bewezen in het bestuur of in instellingen welke diensten van openbaar nut in Belgisch-Congo of in de onder voogdij geplaatste gebieden exploiteerden.

.../...

Artikel 3.-

De terbeschikkingstelling wordt van ambtswege uitgesproken bij het verstrijken van de verloftermijnen bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 december 1959. Deze disponibiliteitsregeling zal bij koninklijk besluit worden vastgesteld.

Artikel 4.-

In de Rijksinrichtingen voor zeevaartonderwijs kan een interimair worden aangesteld wanneer een personeelslid gedurende ten minste tien dagen afwezig is.

Artikel 5.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1960.

Artikel 6.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.